

La lettre du CEPN

Centre d'Economie de l'Université Paris Nord

N° 3 – mai 2008

Sommaire

I - Questions et débats :

Des indicateurs économiques, pourquoi faire ? Georges Menahem

II – Entretien :

Questions à Jean Gadrey sur les nouveaux indicateurs économiques.

III – Les activités du CEPN

IV – Agenda

N° ISSN en cours

Directeur de publication : Donatella Gatti, directeur du CEPN

Rédacteur en chef : Olivier Weinstein

Comité de rédaction : Mamadou Camara, Nathalie Coutinet, George Menahem, Fatiha Talahite, Alexis Saludjian.

Mise en page : Maha Ben Gadha

Des indicateurs économiques, pourquoi faire ?

Georges Menahem
Directeur de recherche au
CNRS, CEPN.

Un groupe de travail animé par deux lauréats du Nobel, J. Stiglitz et A. Sen, a été mandaté pour « changer notre instrument de mesure de la croissance » comme l'a déclaré le Président de la république le 8 janvier dernier. Une telle initiative suit celle des instances dirigeantes de l'OCDE et de la Commission européenne qui, elles aussi, ont mis la question du renouvellement des indicateurs économiques à leur ordre du jour. Mais pourquoi se pose-t-on de telles questions en ce moment ? Et comment en est-on arrivé là ? Pour le savoir, nous allons examiner en quoi le mouvement des indicateurs économiques, depuis l'essor des comptabilités nationales et du PNB après 1945 jusqu'à leurs remises en question successives, a suivi la montée des problèmes concrets auxquels la société et ses acteurs ont été confrontés.

Le débat actuel sur le renouvellement des indicateurs économiques :

Depuis la diffusion mondiale des nouveaux indicateurs de progrès du PNUD dans les années 1990, de nombreuses institutions se sont mises, elles aussi, à discuter des limites du PNB pour tenter de les dépasser. En novembre 2004 à Palerme, c'était déjà le thème [du premier Forum mondial de l'OCDE sur les statistiques, les connaissances et l'action publique](#). En juin 2007, lors du [second Forum mondial de l'OCDE](#) organisé à Istanbul, plusieurs organismes internationaux ont affirmé leur engagement à encourager et mesurer le progrès des sociétés sous tous leurs aspects. Face aux mises en cause multiformes de la mondialisation, il s'agissait d'abord, comme le déclarait le secrétaire général Angel Gurría, de « mesurer en quoi le monde est devenu meilleur ». Cette réunion d'un millier d'experts et d'acteurs a débouché sur [la déclaration d'Istanbul](#) qui exhorte en particulier les bureaux statistiques du monde entier à « ne plus se limiter aux indicateurs économiques classiques comme le produit intérieur brut (PIB). Afin de mettre en œuvre cette déclaration signée par l'ONU, le PNUD, la Ban-

[que Mondiale, l'Organisation de la conférence islamique](#), la commission européenne et l'OCDE, cette dernière a lancé un projet global intitulé « [Mesurer les progrès de la société](#) ». Il vise à proposer des instruments pertinents pour contribuer à la compréhension des dimensions du progrès social ainsi que pour aider les citoyens à mieux le comprendre.

A son tour, la Commission Européenne a réuni les 19 et 20 novembre 2007 à Bruxelles un colloque inter-national intitulé « [Beyond the GDP](#) » ouvert non seulement aux experts mais aussi aux ONG et acteurs de la société civile. Son Président, José Manuel Durão Barroso, y concluait son discours d'ouverture par [ces mots volontaristes](#) : Il ne suffit pas de discuter des défis planétaires que sont l'éner-

gie, le changement climatique, la santé, la sécurité et l'environnement. Nous avons besoin d'outils de communication largement acceptés qui montrent les progrès dans ces domaines. Et ce progrès ne peut être mesuré que par des outils appropriés. Il est donc temps d'aller au-delà des outils développés dans les années 1930. Il est temps de dépasser la situation actuelle avec ses données mal structurées. Il est temps d'aller au-delà du PNB».

Une telle dynamique de remise en question des indicateurs du progrès est générale. C'est dans un tel mouvement que se situe l'initiative récente du Président de la République française, même s'il n'en a pas fait état le 8 janvier quand il a annoncé sa volonté d'organiser un groupe chargé de mettre au point de nouveaux indicateurs du progrès de nos sociétés.

Les comptes nationaux et le PNB sont nés de la volonté des États :

Dès qu'un homme politique ou un journaliste veut dresser le tableau d'honneur de la richesse des nations, il commence par comparer le niveau et le taux de croissance du produit national brut (PNB) des pays qu'il veut classer. Un tel comportement n'est pas récent. Déjà, au XVIII^{ème} siècle, les philosophes s'appuyaient sur le « Tableau économique » de François Quesnay, l'un des premiers physiocrates, afin d'en tirer des indicateurs de la richesse d'un pays. Comme l'a montré François Fourquet (1980), même si la création des comptes nationaux dans les années 1940 provient plus de la volonté des États de maîtriser la conjoncture économique, elle a permis dans le même temps de construire des indicateurs permettant de classer

les pays selon leur puissance économique et leur richesse. Un tel usage largement repris par les médias s'est depuis généralisé et la croissance du PNB est devenue l'indicateur économique incontournable pour caractériser la santé d'un pays aussi bien que le progrès du niveau de vie de ses habitants.

La première estimation officielle du Revenu National Britannique a été obtenue en 1941 à l'aide de méthodes développées par Keynes et Stone pour construire le premier système de comptabilité nationale suite à la demande du parlement du Royaume-Uni. Dans le climat de l'après-guerre et à l'heure de la reconstruction urgente des capacités économiques, les comptables du SEEF (l'ancêtre de l'INSEE et de la Direction de la prévision) pouvaient supposer que les ressources naturelles sont des biens inépuisables et que les habitants de la planète peuvent indéfiniment absorber les déchets de la production et des autres activités humaines. Ils étaient de même portés à négliger toutes les activités non monétarisées telles que les travaux domestiques, les productions de subsistance, les activités bénévoles. C'est sur la base de ces systèmes comptables, même s'ils ont été depuis partiellement corrigés par des facteurs environnementaux, que sont encore élaborés les principaux agrégats macro-économiques qui servent à orienter les choix en matière de politique économique effectués par les décideurs tant au niveau national et supranational qu'international : en particulier le PIB – qui mesure la richesse marchande produite sur le territoire – et le PNB – indicateur de la richesse produite par les nationaux.

Mais ces indicateurs globaux ne fournissent qu'une mesure très approximative du bien-être des habitants qui y vivent. Ils ne procurent en effet qu'une agrégation comptable des valeurs monétaires des différents biens et services marchands produits, quelles que soient les utilités ou les désutilités associées à ces productions. Par exemple, le PNB ne mesure pas l'impact de toutes les activités non monétarisées et réalisées hors du champ économique proprement dit (travaux domestiques, éducation des enfants, activités artistiques, travaux bénévoles), lesquelles augmentent le bien-être général. De même, il ne prend en compte ni les externalités positives ni les externalités négatives, insuffisances qui deviennent de plus en plus criantes quand s'accroît la sensibilité aux problèmes de pollution. D'où plusieurs tentatives d'élaboration d'indices macro-économiques capables de mesurer non seulement l'évolution de l'économie mais aussi le bien-être social. En 1972, Nordhaus et Tobin ont mis au point le [MEW \(Measure of Economic Welfare\)](#). Cet indice de bien-être, entièrement basé

sur la contribution des activités économiques, prenait en compte des facteurs exclus du produit national tels que la valeur du temps libre et des travaux domestiques. Mais de telles productions sont restées à un niveau théorique alors que la montée des besoins issus de la financiarisation des activités économiques a plus suscité le recours à de nouveaux indicateurs par les acteurs économiques.

La montée de la mondialisation et des indicateurs financiers:

La montée de la mondialisation financière depuis les dérégulations impulsées par les administrations Reagan et Thatcher s'est traduite depuis les années 80 dans un développement considérable des besoins d'information sur les évolutions des marchés monétaires, financiers et boursiers. Depuis cette époque, les chiffres de la croissance et du PNB voisinent de plus en plus avec le spectacle permanent des évolutions de l'euro, du dollar et du yen d'un côté, du [Dow Jones](#), du [NASDAQ](#), du [Nikkei](#) ou du [CAC 40](#) de l'autre. C'est que les acteurs de la mondialisation que sont les cadres des entreprises financières et non financières ont besoin de suivre quotidiennement ces variables de base de leurs arbitrages que sont les taux de change et les niveaux de valorisation boursière.

Ainsi, avec la multiplication des expositions des firmes et des nations aux risques de change et aux risques financiers se développent des besoins d'indicateurs en tout genre, de « risque client » ou de « risque pays émergent », associés à chaque type de transactions. Le CEPN a coopéré ainsi avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour créer des indicateurs synthétiques de libéralisation financière et de crise bancaire informant sur les vulnérabilités associées aux opérations financières mondialisées dans les pays émergents (Miotti et alii, 1998). De même, Miotti et Plihon (2001) ont montré à l'aide d'une batterie d'indicateurs financiers qu'en Argentine et en Corée, les banques qui font faillite ou qui affrontent les plus grandes difficultés sont en fait celles qui, auparavant, étaient à la fois les plus rentables et les plus exposées aux risques. Au total, dans un univers plus libéral, comme le souligne Pascal Petit (2007), l'usage des indicateurs s'est multiplié à plusieurs niveaux, devenant une caractéristique première des dites sociétés fondées sur le savoir.

La [LOLF \(loi organique de la loi de finance\)](#) en

donne un autre exemple. Tous les principaux centres de dépenses publiques doivent définir des objectifs à atteindre et donner les indicateurs qui permettent d'évaluer leur performance. On retrouve cette même volonté d'informer et de diffuser des batteries

d'indicateurs dans les pratiques de coopération des pays membres de l'Union Européenne. [Le sommet de Lisbonne](#) a officialisé cette pratique avec la [MOC \(méthode ouverte de coordination\)](#) où les Etats membres s'attachent à définir dans chaque domaine les meilleures pratiques sur une batterie d'indicateurs. La méthode est directement inspirée des méthodes de « benchmarking » utilisées par les entreprises pour importer les bonnes pratiques des concurrents les plus compétitifs.

En définitive, c'est bien la nature même du débat économique et social qui tend à changer de forme, en élargissant la palette des indicateurs qui le nourrissent, ouvrant explicitement la question de la mesure du bien être des populations. Comme dans le débat mené entre pays européens, la sélection d'une batterie d'indicateurs l'emporte sur la définition d'une politique d'ensemble. Il faut y voir pour partie l'effet démonstratif du quantifié et la recherche du quantifiable que cela implique. Ce mouvement général de multiplication des indicateurs et de transformation de leurs usages peut aussi être observé du côté des organisations internationales et des ONG.

Les pressions de multiples groupes et la floraison des indicateurs alternatifs:

La domination du PNB a également été remise en question par la montée des revendications issues de multiples groupes de pression, du tiers-monde depuis les années 1970, puis écologiste après le rapport du club de Rome, et sociaux avec la montée des inégalités et du chômage. La CGT avait déjà construit au début des années 1970 un indice des prix alternatif à celui de l'INSEE. De même, des indicateurs alternatifs ont été proposés afin d'illustrer le bien-fondé de ces critiques du PNB par d'autres évaluations du bien-être social et environnemental. Ainsi, selon [Jean Gadrey et Florence Janey-Catrice \(2005\)](#), le nombre d'indicateurs alternatifs macro-socio-économiques proposés au débat public est passé de zéro dans les années 80 à deux en 1990, à une quinzaine en 1995 et à une trentaine aujourd'hui. Nous pouvons associer cette floraison avec différents mouvements d'opinion : certains de ces indicateurs synthétiques alternatifs concernent en effet les problèmes du développement, d'autres

les questions sociales contemporaines, les inégalités et la pauvreté ou la sécurité économique et sociale, ou encore la préservation du patrimoine et de la survie écologique.

Les problèmes du développement et les indicateurs du PNUD:

Au début des années 1990, les premiers indicateurs de cette lignée ont connu un fort retentissement car ils ont été développés et proposés au nom des idéaux du développement et sous l'égide du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Parmi cette batterie de nouveaux indices multi-dimensionnels du développement conçus avec la collaboration d'économistes comme Amartya Sen, le plus connu est un indicateur synthétique incluant, en plus du PNB, des critères sociaux et calculé pour l'ensemble des nations de la planète, l'[Indicateur de développement humain](#) ou IDH.

L'IDH combine trois facteurs permettant d'apprécier les « capacités » des résidents de ces pays (leurs capabilities selon l'économiste Amartya Sen) : l'espérance de vie, le niveau de connaissances mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation, ainsi que le niveau de vie réel par habitant. L'IDH classe les pays sur une échelle de 0 à 1, en établissant la moyenne entre ces trois indicateurs principaux, dits « standardisés » (parce qu'ils permettent une comparaison entre différents pays).

Le niveau de vie réel est calculé à partir du (Dans alternatives économiques hors série n° 72 Février 2007)

logarithme du PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat (PPA) ; à cela on ajoute l'espérance de vie à la naissance, ainsi que le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux de scolarisation). Le PNUD publie aussi trois autres indicateurs synthétiques. D'abord, à partir de 1995, l'[ISDH \(Indicateur Sexospécifique ou Sexe de développement humain\)](#), qui permet de corriger

l'IDH d'un facteur d'autant plus positif que les différences entre les situations des femmes et des hommes sont moins importantes du point de vue des trois critères pris en compte dans le développement humain. Puis, à partir de 1995 également, l'IPF, «Indicateur de Participation des Femmes» à la vie économique et politique, lequel complète le précédent en faisant la moyenne d'un certain nombre de taux de participation des femmes à des

postes politiques ou économiques valorisés.

L'IPH, «[Indicateur de pauvreté humaine](#)», a été introduit à partir de 1997. Il est construit sous un autre principe que celui des capacités de Sen. Il signale les manques, privations ou exclusions fondamentales d'une partie de la population du point de vue de quatre dimensions (longévité, éducation, emploi et ni-veau de vie). Deux variantes de calculs sont distinguées : une variante 1 pour les pays en développement et une variante 2 pour les pays développés. Pour les pays développés, l'IPH-2 tient compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids : la probabilité de décéder avant 60 ans, l'illettrisme, le pourcentage de personnes en deçà du seuil de pauvreté (50 % du revenu médian), le pourcentage de chômeurs de longue durée. Par exemple, les cinq premiers pays pour l'IPH en 2006 appartiennent tous à l'Europe du Nord, 9 des 10 premiers sont européens, le Canada étant au huitième rang et la France au dixième, alors que le Royaume Uni est au quinzième rang et les États-Unis au seizième.

Les 16 premiers pays selon le PIB par habitant (2006), l'IDH (2004) et l'IPH :

Rang	PIB/hab.	IDH	IPH
1	Lux.	Norvège	Suède
2	Etats-Unis	Islande	Norvège
3	Norvège	Australie	Pays-Bas
4	Irlande	Irlande	Finlande
5	Islande	Suède	Danemark
6	Suisse	Canada	Allemagne
7	Danemark	Japon	Suisse
8	Pays-Bas	Etats-Unis	Canada
9	Autriche	Suisse	Lux.
10	Australie	Pays-Bas	France
11	Finlande	Finlande	Japon
12	Suède	Lux.	Belgique
13	Canada	Belgique	Espagne
14	Belgique	Autriche	Australie
15	France	Danemark	Royaume-Uni
16	Japon	France	Etats-Unis

Source : Phud, Banque mondiale

L'évaluation des problèmes de société par l'indice de santé sociale et le BIP40:

Le succès médiatique de l'IDH a contribué à relancer le débat sur le monopole du PIB et de nombreuses autres initiatives se sont multipliées depuis le milieu des années 1990. Un des plus remarquables est [l'indice de santé sociale](#), mis au point par Marc et Marque-Luisa Minrin-

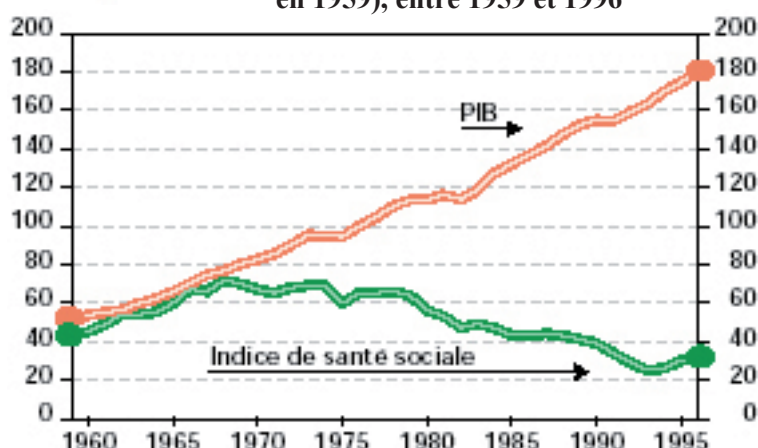
goff en 1996 pour les États-Unis. Ils ont fait la moyenne de seize indicateurs sociaux disponibles, dont chacun prend des valeurs comprises entre 0 et 100. Cet indicateur regroupe des critères de santé, d'éducation, de chômage, de pauvreté et d'inégalités, d'accidents et de risques divers. Il a acquis une notoriété internationale après la publication en 1995, dans le magazine Challenge, de l'article « "America's Social Health: The Nation's Need to Know" accompagné d'un graphique saisissant (voir ci-dessous) présentant simultanément la courbe de la croissance économique (celle du PIB) et celle de cet indice de santé sociale depuis 1959. On note un décrochage spectaculaire des deux indices à partir de 1973-1974. Au total, la santé sociale des États-Unis était nettement moins bonne en 1996 qu'en 1959. Les années Reagan et Bush père (1981-1993) auraient été particulièrement néfastes.

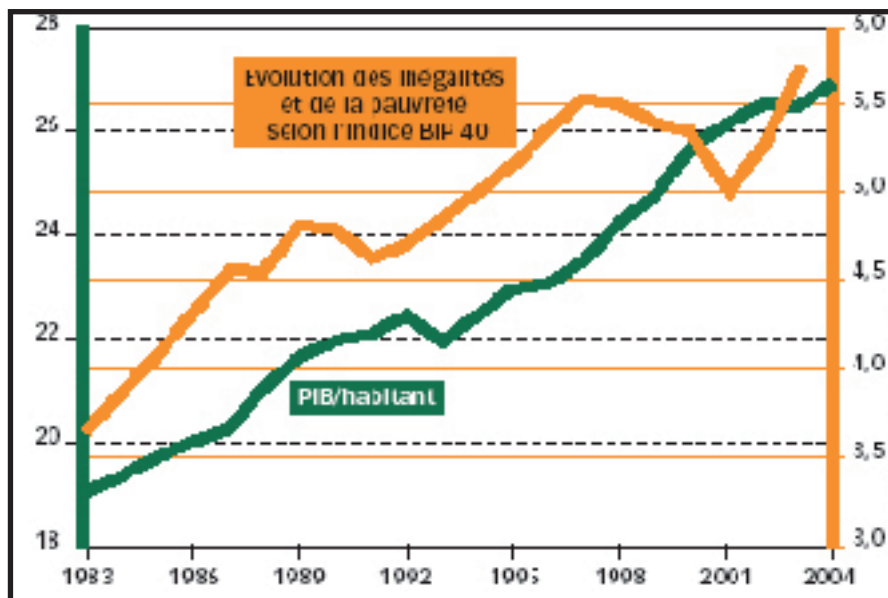
Une méthode analogue a été utilisée en France pour construire le [BIP 40](#) (baromètre des inégalités et de la pauvreté qui veut faire référence à la fois au PIB en verlan et au CAC 40). C'est actuellement le seul indicateur synthétique alternatif digne de ce nom disponible dans notre pays. Il regroupe 60 variables elles aussi standardisées entre 0 et 100 et ne couvre pas autant de dimensions que l'indicateur de santé sociale, mais il va plus loin en matière d'inégalités et de pauvreté. Selon cet indicateur, la période 1982-2003 aurait vu une sensible dégradation de la santé sociale de la France, avec toutefois un déclin des inégalités dans les années 1997-2002 suivi d'une remontée après 2002 (voir courbe ci-après).

La prise en compte des sécurités du travail et des sécurités économiques

De façon récente, des chercheurs de grandes

Indice de santé sociale à 9 variables (valeurs entre 0 et 100) et PIB aux États-Unis (base 50 en 1959), entre 1959 et 1996





Croissance du PIB (en milliers de dollars constants de 2000 en parité de pouvoir d'achat) et évolution des inégalités et de la pauvreté selon l'indice BIP 40

institutions internationales et de pays développés ont mis au point trois indicateurs visant à cerner le degré de protection économique des personnes contre les principaux risques de perte ou de diminution forte de leurs revenus, par exemple en matière de chômage, de maladie, de retraite, etc.

1. Dans les travaux de Guy Standing effectués dans le cadre du BIT, la vision est centrée sur le travail et veut synthétiser la sécurité dans sept domaines : les revenus (y compris les prestations sociales), la participation à l'activité économique, la sécurité d'emploi, la sécurité du travail (contre les risques d'accidents ou de maladies professionnelles), la sécurité des compétences et qualifications, la sécurité de carrière, et enfin celle de la représentation syndicale et d'expression des salaires. Une série de grandes enquêtes ont ainsi été menées par les missions locales du BIT dans une vingtaine de pays. Les pays scandinaves sont à nouveau aux premières places pour cet indicateur.

Avec une vision de la sécurité moins étendue, des travaux canadiens et français cherchent à prendre en compte le degré de sécurité économique protégeant contre le risque de perte de revenus. Même si l'objectif est voisin, les deux méthodologies sont très différentes, ce qui implique des qualités et des limites elles aussi diverses de ces deux indicateurs.

2. Dans l'indice de bien-être économique développé au Canada (l'IBEE de Osberg et Sharpe, voir plus loin), la composante d'insécurité économique effectue la somme de quatre risques supposés représentatifs des différentes vulnérabilités auxquelles

font face les individus : la vieillesse, le divorce, le chômage et la maladie. Les conventions d'évaluation de ces risques sont également partielles et font référence à des prestations de statuts variés (comme les retraites ou les pensions alimentaires mais pas les indemnités maladie).

3. Le parti pris lors de la construction en France du «taux de sécurité économique» (ou du taux de « sécurité démarchandisée » de Menahem, 2007) est sensiblement différent, même s'il s'agit aussi d'évaluer la protection contre l'insécurité résultant du risque de perte de revenu. Un tel indicateur prend en compte en effet l'ensemble des prestations et aides auxquelles les individus ont droit indépendamment de leurs relations actuelles avec le marché (comme la retraite, les allocations familiales, de logement, de chômage ou le RMI). Pour ce faire, il a recours à des évaluations administratives, ce qui autorise des comparaisons entre les agglomérations comme entre les pays.

Les estimations fournies par ces différents indicateurs de la sécurité économique sont relativement concordantes malgré les différences de méthodologie. Dans tous les cas, la sécurité économique a tendance à diminuer aux États-Unis et à augmenter dans les pays européens, mais à un rythme bien moins rapide que le PNB. Seul le taux de sécurité démarchandisée permet de comparer l'efficacité du système de protection sociale dans une trentaine de pays : il est maximum en Suède et dans les pays Nordiques, il est encore important dans les pays continentaux tels l'Autriche, l'Allemagne ou la France, mais il est faible au Royaume-Uni et dans les pays européens du Sud comme l'Italie,

la Grèce ou l'Espagne et très limité dans les pays d'Europe Centrale et Orientale tels la Lettonie ou la Lituanie. Quant aux États-Unis, leur taux de sécurité démarchandisée est négatif, ce qui témoigne du mauvais état des protections sociales dans ce pays présenté comme un modèle de l'économie de marché. Il n'est que faiblement positif dans deux autres exemples du modèle «libéral» selon le sociologue danois Gosta Esping-Andersen : en Australie et au Canada, à un niveau à peine plus élevé au Canada car les programmes sociaux y sont plus étendus. La conscience accrue des problèmes environnementaux et le développement des indicateurs verts

Déjà en 1972, le Club de Rome avait souligné en quoi la croissance économique, dans ses formes actuelles, épuise les ressources de la planète et aggrave les dégâts écologiques. Au début des années 1990, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Rio de Janeiro a lancé le mouvement pour mettre en œuvre un système intégré de comptabilité économique et environnementale (SEEA) prenant en compte les coûts environnementaux à travers la valorisation monétaire des ressources naturelles et de la pollution. Le SEEA avait pour but ultime d'élaborer un indice de durabilité, le « PIB vert », constitué par l'EDP, (*Environmentally Adjusted Domestic Product*) ou produit national corrigé par des facteurs environnementaux. Des outils ont ainsi été élaborés pour comptabiliser les conséquences négatives des activités marchandes que sont les dégâts causés à l'environnement, les prélèvements sur le patrimoine naturel ou le rejet de déchets dans un espace non illimité.

La aussi, la production des rapports du GIEC et de leurs indicateurs quantifiés vise à alerter le monde sur les dangers qui le menacent tels le réchauffement climatique. L'adoption d'un [système de comptabilité environnementale](#) et la diffusion de l'empreinte écologique visent à augmenter la conscience publique concernant les effets des politiques économiques sur l'environnement. Au-delà, il s'agit d'intégrer la variable environnement dans le processus décisionnel public.

L'empreinte écologique

[L'empreinte écologique d'une population](#) est un indicateur visant à quantifier les pressions économiques qu'elle exerce sur l'environnement. C'est la surface de la planète, exprimée en hectares, dont cette population dépend compte tenu de ce qu'elle consomme. Les principales surfaces

concernées sont dédiées à l'agriculture, à la pêche, aux terrains construits et aux forêts capables de recycler les émissions de CO₂.

Il s'agit d'un indicateur synthétique qui «convertit» en surfaces utiles de multiples pressions humaines sur l'environnement. On peut calculer cette empreinte pour un seul individu comme pour la planète, et par grands «postes» de la consommation. Par exemple, la consommation alimentaire annuelle moyenne d'un Français exige 1,6 hectares dans le monde ; son empreinte totale (alimentation, logement, transports, autres biens et services) est de 5,3 hectares. Pour un Américain, on obtient 9,7 hectares, record du monde.

Ces chiffres prennent tout leur sens si on souligne que l'empreinte par personne «supportable» par la planète aujourd'hui, compte tenu des rythmes naturels de régénération des ressources est passée de 2,9 hectares en 1970 à 2 hectares en 1990, puis qu'elle s'est réduite à 1,8 hectares en 2001. Si tous les habitants de la planète avaient le mode de vie des Américains, il faudrait 5,3 planètes pour y faire face.

De nombreux rapports ont déjà été produits, dont ceux particulièrement documentés et fiables du WWF ou [Global environmental conservation organization](#) (soit l'organisation de conservation de l'environnement mondial). Mais leurs conséquences sont limitées compte tenu de la révolution à engager pour prendre en compte la situation actuelle d'épuisement des ressources naturelles renouvelables.

Vers des indicateurs synthétiques d'un progrès soutenable

Selon Patrick Viveret, dans son rapport [Reconsidérer la richesse](#) (2003), « nous disposons d'un outil forgé pour favoriser une croissance matérielle de nature industrielle ou agro-alimentaire qui devient globalement inadapté et même en grande partie contre-productif lorsqu'il s'agit d'affronter les trois grands défis de l'avenir que sont :

- l'entrée dans l'ère informationnelle et la révolution du vivant,
- l'importance devenue vitale des enjeux écologiques et
- le rôle majeur que jouent désormais les services et singulièrement les services relationnels comme l'éducation, la santé, les activités de proximité dans notre développement.

Bref il est temps de changer de thermomètres ! » Face à de tels défis, nous disposons que d'instruments bien provisoires et imparfaits : des indicateurs synthétiques visant à compléter le bien-être associé au flux de consommation par habitant par de multiples correctifs du progrès économique sur le plan social ou environnemental. Le premier est monétarisé et peut jouer le rôle d'un PIB vert ; le deuxième résulte de l'agrégation non monétaire d'indices représentant quatre des dimensions 'un bien-être soutenable.

Un premier « PIB vert », l'indicateur de progrès véritable :

Introduire [un PIB vert](#) n'est pas une idée neuve. Le [Genuine Progress Indicator](#) (indicateur de progrès véritable), conçu en 1995 par un institut californien, consiste à pondérer la mesure de la consommation des ménages par des évaluations monétaires des diverses contributions à la richesse, positives (activité bénévole, travail domestique...), et négatives (dommages à l'environnement, destruction de ressources non renouvelables, coût social du chômage, des accidents de la route...). Mais ces nouveaux indicateurs ont, jusqu'à présent, eu peu de succès auprès des comptables publics. Plus prometteuse s'annonce la réflexion sur l'eco-étiquetage, visant à orienter les consommateurs vers les produits les plus écologiques.

L'expérience menée par Casino pourrait servir de banc d'essai. Avec le soutien de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ([Ademe](#)), le distributeur a engagé en 2006 un programme d'évaluation de l'impact environnemental de ses propres marques. L'objectif est de donner au consommateur trois types d'information : les émissions de CO2 liées à la fabrication et à l'emballage des produits, la part de l'emballage qui pourra être recyclée, enfin le nombre de kilomètres parcourus avant d'arriver en magasin.

L'indicateur de bien-être économique de Osberg et Sharpe :

L'[indicateur de bien-être économique \(IBEE\)](#) mis au point par Osberg et Sharpe est conçu du point de vue des citoyens. Il est particulièrement synthétique et vise à compléter le bien-être associé au flux de consommation par habitant par de multiples correctifs du progrès économique tels que le sentiment des inégalités, celui de divers coûts environnementaux ou la perception des insécurités économiques. La construction d'un tel indicateur

de bien-être des populations découle de l'agrégation des quatre composantes suivantes :

- les flux effectifs de consommation par habitant, qui incluent la consommation de biens et services marchands, les flux effectifs par habitant de biens et services non marchands et les changements dans la pratique des loisirs ;
- l'accumulation nette dans la société des stocks de ressources productives, y compris l'accumulation nette de biens corporels et de parcs de logements, l'accumulation nette de capital humain et des investissements en Recherche & Développement (RD), les coûts environnementaux et la variation nette du niveau de l'endettement extérieur ;
- la répartition des revenus, selon l'indice de Gini sur l'inégalité, ainsi que l'ampleur et l'impact de la pauvreté – composante qui a l'intérêt d'intégrer dans la mesure du bien-être un facteur prenant en compte l'égalité entre les citoyens ;
- la sécurité économique contre le chômage, la maladie, la précarité des familles monoparentales et des personnes âgées.

Grâce à leur indicateur ils sont en mesure de comparer [les tendances d'évolution du bien-être économique dans six pays de l'OCDE](#) (les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Norvège et la Suède). Nous pouvons noter qu'une application de l'IBEE au cas de la France a été proposée par Florence Jany-Catrice et Stephan Kampelmann en juillet 2007.

Même si ces derniers indicateurs sont encore très imparfaits, ils peuvent donner des signes correspondant davantage à la nature des problèmes, non seulement économiques mais aussi sociaux et environnementaux, auxquels les acteurs de notre société ont à faire face. Ils dessinent ainsi la voie dans laquelle nous avons encore à beaucoup progresser pour relativiser les indications fournies par nos sacro-saints PNB et PIB.

Cependant, l'urgence des actions à entreprendre pour résoudre tant les problèmes liés au réchauffement climatique que ceux découlant des diverses crises globales, de l'énergie, de l'eau ou alimentaire, montre qu'il serait d'un côté essentiel de produire des indicateurs permettant d'intégrer à la fois les problèmes sociaux et écologiques avec des indicateurs économiques. Du côté économique, il serait d'un autre côté souhaitable que de tels indicateurs puissent neutraliser l'instabilité des valeurs

financières dont la sensibilité à la dite exubérance des marchés est loin de refléter des variations parallèles du bien-être des populations. Autant dire que les urgences du XXI^{ème} siècle mettent à l'ordre du jour encore de nombreux travaux sur les indicateurs.

Bibliographie:

François Fourquet, *Les comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, Recherches, 1980.

Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Edition La Découverte, 2005.

Bernard Guibert, *Appréhension statistique de la richesse*, Contribution au Rapport « Reconsidérer la richesse », Éditions de l'Aube, 2003.

Florence Jany-Catrice et Stéphan Kampelmann, « L'indicateur de bien-être économique : une application à la France », *Revue française d'économie*, Volume XXII, No 1, 2007

Georges Menahem, « The decommodified security ratio: A tool for assessing European social protection systems », *International Social Security Review*, Volume 60, Issue 4, Page 69-103, 2007.

Luis Miotti, L. Abdelli & F. Malige, « Fragilité des systèmes bancaires des économies émergentes », *Zones émergentes*, ffû 4, Caisse des Dépôts et Consignations, février 1998.

Luis Miotti, Dominique Plihon, Liberalisation financière, speculation et crises bancaires, *Économie internationale*, ffû 85, 1^{er} trimestre, 2001.

Lars Osberg and Andrew Sharpe, "An Index of Economic Well-being for Canada," *Research Report R-99-3E*, Human Resources Development Canada, December, 1998.

Lars Osberg et Andrew Sharpe, "Évaluer l'indice du bien-être économique dans les pays de l'OCDE" *Travail et Emploi*, No. 93, pp. 75-97, janvier, 2003.

Pascal Petit, « Indice des prix : des tensions révélatrices de nouveaux modes de régulation. » In Philippe Moati et Robert Rochefort (2008), « Mesurer le pouvoir d'achat », *Rapport du CAE ffû73*, La documentation française, février, 2007.

PNUD, Chapitre 2 « Inégalité et développement humain » du *Rapport Mondial sur le Développement*

Guy Standing, « Enquêtes sur la sécurité des personnes: vers un indicateur du travail décent 2002 », *Revue internationale du travail*, 4, Numéro spécial sur la sécurité socio-économique, page 487-492, 2002.

Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aube, 2003.

Questions à Jean Gadrey sur les nouveaux indicateurs économiques.

Jean Gadrey est professeur émérite à l'Université de Lille I. <http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/>

Il a écrit, notamment, avec Florence Jany-Catrice, Les nouveaux indicateurs de richesse, Paris, La Découverte, 2ème édition actualisée, 2007. Il a été nommé membre de la commission Stiglitz (voir section I) chargée de réfléchir aux changements éventuels de nos instruments de mesure de la croissance ». Il est aussi un des animateurs du réseau FAIR (Forum pour d'Autre Indicateurs de Richesse) créé à l'occasion. (voir les activités du réseau sur le site www.pekea.org).

- Quels sont les principaux débats actuels en ce qui concerne les indicateurs de bien-être ? Et quels en sont les enjeux ?

Il s'agit avant tout non pas de nier l'intérêt des grands indicateurs économiques actuels (PIB, croissance, grands agrégats comptables), ce qui serait stupide, mais juste de les remettre à leur place en élaborant et surtout en utilisant des indicateurs économiques, sociaux et écologiques mieux adaptés à l'évaluation de notions telles que le développement humain durable, le bien-être sociétal, la santé sociale ou écologique des territoires, etc. Les débats techniques et méthodologiques sont importants (comment agréger, pondérer, etc.), mais seconds par rapport à cet enjeu majeur.

- A combien estimes-tu le nombre d'indicateurs alternatifs de bien-être actuels. Et comment les répartir-tu entre les trois ou quatre grands principaux types ?

L'estimation du nombre d'initiatives en ce sens est en train de devenir impossible en raison de l'incroyable floraison d'indicateurs locaux un peu partout dans le monde. Toutefois, si on se limite aux indicateurs synthétiques ayant vocation à mesurer des situations nationales (de bien-être ou autres concepts), pour les suivre dans le temps ou pour effectuer des

classements des pays, on en trouve une vingtaine ayant pignon sur rue. Les premiers ont été ceux du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), dont le plus connu est l'IDH, diffusé dès le début des années 1990.

Ils se répartissent selon la grille suivante, assez pratique pour une typologie (pour une explication des sigles, voir notre livre) :

		Indices synthétiques		Bilans	
Méthode Valeurs		Variable de « satisfaction » (enquête directe), parfois couplée avec une donnée écologique	Pondération d'indices sans unité de compte commune	PIB "corrigé" (variables mutualisées) ou unités écologiques « physiques »	Bilans cohérents et suivis sans indice synthétique
Notion de vie jugée globalement satisfaisante		Mesures directes du bien-être « subjectif » par enquêtes			actif selon divers aspects de la vie
Dominante sociale ou socio		IBEE (Osberg-Sharpe)	Ex : PNUD, ISS, BIP40, ISP, Kids Count...	Nordhaus-Tobin	Bilans sociaux Ou socio- économiques
Dominante environnementale, avec plus ou moins de critères sociaux		Happy planet index	Dashboard pondéré	PIB vert, IBED, IPV Empreinte écologique	Bilans environnementaux ou socio-environnementaux

- *Quelles transformations des indices actuels seraient les plus efficaces (en termes de signification des indicateurs) ? Et les plus facilement réalisables ?*

Difficile de répondre seul à une question à mettre en débat pour « révéler des préférences collectives » en matière d'indicateurs ! Disons que parmi ceux qui ont actuellement une bonne réputation en tant qu'indicateurs synthétiques on a, d'un côté, des PIB élargis ou « PIB verts », mais ils supposent des conventions de monétarisation très délicates à construire (aussi bien en termes de méthodes qu'en termes d'accord sur le principe), et les experts et comptables nationaux ne sont pas chauds. Et, de l'autre, des indicateurs obtenus comme moyennes, pondérée ou non, de variables conventionnellement choisies et « notées » sur une échelle commune, par exemple de 0 à 1 ou à 10. C'est le cas, en France, du BIP 40 (baromètre des inégalités et de la pauvreté). Mais c'est aussi le cas des indicateurs du PNUD. Ils sont plus faciles à interpréter, et moins dépendants de méthodes économiques de monétarisation. Mais l'intérêt des indicateurs monétarisés est qu'on peut directement les confronter au PIB et dire, par exemple, que les fabuleux taux de croissance de l'économie chinoise devraient être réduits d'un certain nombre de points si l'on tenait compte, conventions explicites à l'appui, des dommages collatéraux sur l'environnement ou de l'explosion des inégalités internes... À côté de ces deux familles d'indicateurs synthétiques connus, il faut citer l'empreinte écologique, qui est à part, et l'indicateur des Canadiens Osberg et Sharpe qui combine les deux méthodes précédentes.

- *Comment les contributions des associations, ONG et autres membres de la société civile peuvent-elles être incorporées dans les travaux des institutions productrices des indicateurs statistiques ? As-tu des exemples de telles incorporations bénéfiques ?*

Dès lors qu'il est question de bien-être ou de progrès sociétal, on ne voit pas comment les experts pourraient décider seuls des « bons » indicateurs, du poids relatif à accorder aux enjeux sociaux (et lesquels) et environnementaux, etc. Le rôle des experts est très important, par exemple pour argumenter sur la faisabilité, la sensibilité aux variables ou aux pondérations, et bien d'autres questions. Mais

si l'on voit ces indicateurs comme des outils d'évaluation du progrès, c'est à la collectivité de dire ce qu'elle entend par « progrès ». Le choix des indicateurs en dépend.

De bons exemples existent de telles démarches « participatives », mais ils se situent le plus souvent au niveau des régions et territoires. Cela dit, des institutions internationales poussent en ce sens, dont le Conseil de l'Europe, et même... l'OCDE, qu'on n'attendait pas forcément là ! En France, en dépit de l'existence du CNIS, cela coince un peu pour le moment, mais il n'y a pas lieu de désespérer. Peut-être notre tradition d'excellence en comptabilité nationale est-elle un frein provisoire à l'entrée de la société civile dans ces débats sur « les comptes du 21ème siècle »...

- *Des indicateurs pour quoi faire ? Est ce un nouveau moyen de débattre de grandes questions ? Quelle influence sur les rapports internationaux ?*

En effet, disposer de nouveaux indicateurs pour ne rien en faire serait peine perdue ! je vois deux types d'usages. Le premier est un usage « communicationnel » dans les délibérations, l'argumentation et les médias, les jugements de progrès dans le temps et dans l'espace. Il est quand même souvent plus facile de convaincre quand on dispose de bons chiffres, reconnus comme suffisamment solides. La prise de conscience, par exemple, de la gravité de la crise environnementale a absolument besoin de chiffres, et il en va de même pour la pauvreté et les inégalités, etc. Jusque là rien de nouveau. Sauf que, dès que l'on est capable, dans une mondialisation qui fonctionne souvent aux classements des pays, de montrer qu'avec d'autres critères que le PIB par habitant, les performances « globales » des pays donnent des résultats bien différents, on dispose d'arguments forts. C'est pour cela que l'IDH a été un succès, surtout dans les pays en développement.

En second lieu, les nouveaux indicateurs devraient être des outils d'autres régulations, y compris internationale. En Europe par exemple, des aides sont attribuées en fonction du PIB par habitant, faute de mieux. On pourrait à terme envisager d'autres critères, selon les cibles de ces aides, par exemple pour ne pas inciter des pays à « faire du PIB » sur la base du dumping social ou environnemental. On peut aussi définir des objectifs de « conver-

gence » des pays et d'incitation à leur convergence avec des indicateurs alternatifs, synthétiques ou non, etc.

- Doit-on concevoir plutôt une batterie d'indicateurs ?

Je doute fort que l'on puisse « remplacer le PIB » (en fait, le compléter) par un unique indicateur synthétique. Donc, même si l'on défend, ce qui est mon cas, le rôle des indicateurs synthétiques pour avoir une première vue globale du progrès ou des comparaisons entre territoires, pour des raisons aussi de médiatisation, il nous en faudra, par exemple trois ou quatre, comme le fait d'ailleurs le PNUD. Au-delà, bien entendu, on a absolument besoin de tableaux de bord plus détaillés, et d'ailleurs on ne peut pas construire de bon indicateur synthétique sans avoir préalablement mis au point un tableau de bord. Le rôle principal d'un indicateur synthétique est peut-être d'ailleurs, comme l'écrivait Amartya Sen, qui était initialement hostile au projet d'IDH mais qui l'a ensuite défendu, d'attirer l'attention sur la richesse des données qu'il agrège, et de les mettre ensuite en débat plus approfondi.

1- Création à la MSH Paris Nord, en mars 2008, du groupe pluridisciplinaire MEDITER chargé de réaliser le projet de recherche échange, flux et institutions dans les relations transméditerranéennes ».

Résumé du projet : La mondialisation et sa régulation sont abordées à partir d'un espace régional – l'espace transmediterraneen – dans lequel se manifestent des flux et échanges ayant une dimension internationale. Le point de départ est le constat que ces échanges, parmi les plus anciens dans l'histoire des relations internationales, sont pris dans des dynamiques allant au-delà des rives de la Méditerranée.

L'objectif est d'en capter la dimension institutionnelle : comment naissent et se développent ces flux humains et financiers, matériels et immatériels, quelles sont les dynamiques qui en sont à l'origine, à quelles contraintes sont-ils soumis ? Comment des règles et des institutions émergent de ces échanges ou s'imposent à eux de manière exogène ? Y a-t-il une spécificité institutionnelle à la région, déterminante pour l'activité économique ? Cette recherche a un caractère pluridisciplinaire, du fait des dimensions multiples de son objet, mais aussi de la pluralité des approches et des méthodes. Il s'agira de faire le point des avancées théoriques et empiriques sur la question et de susciter un débat, en organisant des contacts et rencontres entre disciplines et courants de pensée. Un accent particulier sera mis sur les méthodes quantitatives - en travaillant notamment sur les bases de données institutionnelles - ainsi que sur les comparaisons internationales.

Mots-clé : Echanges, euroméditerranée, institutions, mondialisation, régulation.

Ce projet se déroule sur une année.

Contact : ftalahite@mshparisnord.org

2-Colloques et journées d'études:

• Première Journée d'étude du groupe MEDITER

«*Démographie, emploi et migrations entre les rives de la Méditerranée*» MSH Paris Nord, vendredi 25 janvier 2008.

Trois objectifs avaient été fixés à cette journée :

- en reliant trois aspects de la dimension humaine des échanges entre les rives de la Méditerranée - la démographie, l'emploi et les migrations- il s'agissait de mettre en évidence la proximité et la complémentarité d'approches qui, du fait du cloisonnement de la recherche, sont rarement confrontées, alors qu'elles portent sur des objets présentant une grande proximité ;

- ce rapprochement autour de trois thèmes était l'occasion d'ouvrir une discussion entre disciplines (démographie, économie et sociologie) et entre chercheurs de ces disciplines, dans le champ des études méditerranéennes ;

- enfin, concernant des thématiques qui restent largement dominées par les préoccupations et les problématiques du Nord, il s'agissait d'amorcer un recentrage vers le Sud et ses dynamiques.

Le programme et les communications de la journée d'étude sont sur le site du CEPN : http://www.univ-paris13.fr/CEPN/sem_cepn.html

• Séminaire du CEPN : L'économie brésilienne des années Lula

Au CEPREMAP, 142 rue du Chevaleret, Paris 75013, 1er février 2008.

Fabio Erber: Universidade Federal do Rio de Janeiro UFRJ: « *Projets de développement et régime de croissance sous dominance financière - le cas du Brésil* »

Pierre Salama: CEPN Université de Paris 13: «*Pauvreté : le bout du tunnel ?*»

Wilson Menezes: Universidade Federal da Bahia - UFBA: « *Inégalité de la répartition du revenu et pauvreté dans les régions métropolitaines de São Paulo et Salvador* »

• **Colloque « Inégalités et mondialisation : les régimes de croissance des économies ouvertes sont-ils biaisés? une analyse comparative des Etats-Unis et de l'Europe dans les années 2000 ».** *Globalization and Inequality: Are Growth Regimes in Open Economies Bound to be Biased? A Comparative Analysis of the US and Europe in the 2000s.*

Organisé par le CEPN avec le SCEPA (Schwartz Center for Economic Policy Analysis) de la [New School](#) (New York)

Ce séminaire a bénéficié du support du projet européen INEQ. Il a eu lieu à la MSH de Paris Nord les 17 et 18 janvier 2008.

Sont intervenus dans les six sessions du séminaire:

Session 1

Jeff Madrick (Director of Policy Research, SCEPA) *«A Key Failure of the American Model: The American Labor Market and the Stagnation of Male Wages.»*

Pascal Petit (CEPN/CNRS/CEPREMAP) *«Dividing Effects of Globalization and Technology in Knowledge Based Economies :Is the US Disease Bound to Spread to Europe?»*.

Rapporteur de la session 1 : Andrew Watt (European Trade Union Institute, Bruxelles)

Session 2

David Howell (New School/SCEPA) *«Labor Market Regulation and Employment Performance: A Comparison of the U.S. and France»*

Mouhoub El Mouhoud (Uty of Paris Dauphine) and Joel Oudinet (CEPN/Uty Paris13), *«Impacts of Mi-grations: a Comparison between the EU and the US labor markets.»*

Rapporteur de la session 2 : Héloïse Petit (Uty Paris 1/CEE)

Session 3

Teresa Ghilarducci (New School/SCEPA), *«The Future of Retirement in Aging Societies.»*

Francesco Farina (Criss/Sienna), *«Redistribution and Wage Inequality in OECD Countries»*

Rapporteur de la session 3 : Philippe Askenazy (CNRS PSE CEPREMAP)

Session 4

Gérard Duménil (EconomiX Uty Paris10/ CNRS) and Dominique Lévy (PSE, CNRS), *«Imperial Hierarchies: On the Inequality of Rates of Returns»*

Jacques Mazier (CEPN/ University of Paris13), *«Slow Growth, Winners and Losers in the EU»*.

Gianluca Grimalda (GSER, Warwick Uty) and Elena Meschi (University of Ancona) *«Globalisation and Regional Integration: their Impacts on Employment and Inequality in EU Neighbouring Countries»*.

Rapporteur de la session 4: Dominique Redor (Ute Marne la Vallée)

Session 5

William Milberg (New School/SCEPA), *«U.S. Offshoring, Income Distribution and Financialization.»*

Dominique Plihon (CEPN/University Paris 13) and Robert Guttman (Hofstra, New York/CEPN), *«The Consumer Debt Economy at the Center of Finance-Led Capitalism»*

Rapporteur de la session 5 : Olivier Passet (Conseil d'Analyse Stratégique, Paris)

Session 6

Table ronde sur les politiques luttant contre les inégalités, avec la participation de :

John Evans (Trade Union Advisory Committee to the OECD), Maurizio Franzini (Criss/La Sapienza Roma), Karl Pichelmann (Research Adviser DG ECFIN, European Commission, Associate Professor ULB, Institute d'Etudes Européennes), Andreas Botsch Executive Secretary, Head Economics Department, (DGB).

La plupart des contributions au colloque devrait faire d'une publication collective en 2009.

• Colloque : “*Search regimes and knowledge based markets*”

Séminaire organisé par le CEPN, avec le support des réseaux d'excellence européen, [DIME](#) et [PRIME](#). MSH Paris Nord, 21-22 février 2008

Sont intervenus dans les quatre sessions du séminaire :

Session 1

Andrea Bonaccorsi, «*The dynamics of emerging science: conceptual and measurement issues*».

Armand Hatchuel, «*Search regimes or design regimes? a model of intensive innovation competition*»

Isabelle This, “ ‘*Oedipus Effects*’: A Simple “Logical Gadget” or Serious Problems for Our Discipline?”

Rapporteur de la session 1: Pierre-Jean Benghozi (CRG, Ecole polytechnique)

Session 2

Cristiano Antonelli et Morris Teubal, “*Venture capitalism as a mechanism for knowledge governance*”

Valérie Revest “*Venture Capital , public intervention and market : the case of biotechnologies in France*”.

Rapporteur de la session 2: Michel Quéré (CEREQ).

Session 3

Giovanni Dosi, «*IPR, appropriability and rates of innovation*»

Pascal Petit et Maha Ben Gadha, “*From search regimes to innovation strategies: cases for in-termediation*”.

Rapporteur de la session 3 : Michel Quéré (CEREQ).

Session 4

Philippe Laredo, “*Revisiting knowledge dynamics and the issue of the scientific common*”

Benjamin Coriat et Olivier Weinstein, «*Research regimes, IPR and modes of knowledge commoditization*»

Nathalie Coutinet et Philippe Abecassis, “*Knowledge and innovation in the pharmaceutical industry : a case of creation of a market*”

Rapporteur de la session 4: Christian Lebas (Université Louis Lumière, Lyon 2)

Les recherches et discussions engagées dans ce séminaire devrait être poursuivies dans un prochain séminaire à l'automne 2008, à PISE.

Textes disponibles sur le site du CEPN: [Antonelli & Teubal](#), [Hatchuel & Le Masson](#), [Dosi](#), [Bonaccorsi \(1\)-\(2\)](#), [Laredo](#), [Revest](#), [Coutinet & Abecassis](#), [Weinstein](#)

• Colloque RAMSÉ.

Samedi 15 mars 2008, 9h-17h, Maison des Sciences Économiques (Paris).

Le colloque RAMSÉ a été organisé par un collectif de doctorants des Universités Paris 1 et Paris 13 en partenariat avec les laboratoires MATISSE et CEPN. Cette manifestation affiche un double objectif : (1) créer un forum d'échange sur la méthode et (2) constituer un collectif de doctorants en économie.

L'événement a rassemblé plus de quarante participants de diverses institutions : *Paris 1* (MATISSE,

EUREQua, CES, TEAM), *Paris 13* (CEPN), *Rouen* (CARE), *Paris 7* (GERME), *Paris-Dauphine*,

Paris 10 (EconomiX), *Università di Macerata*, *ENST-Bretagne*, *Bordeaux*, *IHEC Carthage* et *Aix-*

B. Guerrien a introduit les débats par une présentation sur l'évolution de la méthodologie en sciences économiques tout en rappelant les limites de la mathématisation. Cinq thématiques furent ensuite abordées au cours des ateliers : l'analyse de données institutionnelles (L. Miotti, B. Guerrien, S. Diagne, M. Clève-

not, R. Ennajar), les analyses en terme de système d'innovation (O. Weinstein, M. Dosso, J. Raffo), l'impact des flux de capitaux sur le développement financier (L. Guo et N. Canry), l'économie du bien-être (J. M. Edwards et V. Di Giovino) et les méthodes économétriques (F. Serrano, C. Guillaumin, N. Maraou, I. Soumaré).

Intervenants et rapporteurs ont axé leurs présentations sur l'aspect méthodologique des contributions.

Les discussions ont porté plus particulièrement sur la pertinence et la qualité de la mise en œuvre de la méthodologie. La journée s'est achevée par une poster session. Elle permet aux participants de dialoguer directement avec les auteurs (M. El Alami, J. Thuilliez et C. Zaki). Après cette première édition riche en échanges et très vivante, nous prenons dès maintenant rendez-vous pour RAMSÉ 2009 !

• **Colloque GSU (Université de Galatasaray) -CEE (Centre d'études de l'emploi)-CEPN.** Université Galatasaray, 31 mars-1er avril 2008.

Emploi et protection sociale: la Turquie parmi les pays aux frontières de l'Europe

Lundi 31 mars

Allocution d'ouverture : Président de l'Université Galatasaray ; Pierre Ralle

Président des séances Ahmet Insel

10h00-11h15 :

Yusuf Kocoglu et Mathilde Guergoat, « *Marché du travail et emploi : la situation de la Turquie comparée à celle de ses voisins euro-méditerranéens* »

Seyfettin Gürsel et Mustafa Ulus « *Dynamiques du marché du travail en Pologne et en Turquie. Une analyse comparative.* »

Rapporteur et animation de la discussion : Dominique Redor

11h30-12h45 :

Renginay Dayangaç, « *Une présentation comparative du système de retraite turc: que nous disent les expériences des autres pays?* »

Mohamed Bendriss, Najat El Mekkaoui-de Freitas et Ali Zaki, *Evolutions démographique et financière de la retraite au Maroc : le cas de la fonction publique* »

Rapporteur et animation de la discussion : Antoine Math

Président des séances de l'après-midi: Pascal Petit

14h15-15h30 :

E.M. Mouhoud et J. Oudinet, « *Le comportement des transferts de fonds des migrants du sud et de l'est de la méditerranée : les enseignements d'une enquête sur des données individuelles* »

Cristina Boboc et Oana Calavrezo, « *Collective bargaining : a Romanian Empirical Analysis* »

Rapporteur et animation de la discussion : François Legendre

16h00-17h15 :

Seyfettin Gürsel, Corinne Perraudin, Hélène Zajdela et Gökçe Uysal, « *Chômage et emploi des femmes en Turquie* »

Sezgin Polat et Francesco Saraceno, « *Shocks and Labour Supply. The Recent Crisis in Turkey* »

Rapporteur et animation de la discussion : Ayse Bugra

Mardi 1er avril

Président des séances: Hélène Zajdela

9h30-11h00 :

Ayça Akarçay-Gürbüz et Mustafa Ulus, « *Une étude comparative du processus de tertiarisation dans les pays nouveaux membres de l'UE et la Turquie* »

Fatiha Talahite et Rafik Bouklia-Hassane, « *Réformes des institutions du marché du travail et emploi en Algérie. Le poids du chômage et de l'informel* »

Renginay Dayangaç et Bilge Öztürk, « *Un modèle évolutionniste du travail informel* »

Rapporteur et animation de la discussion : Haluk Levent

11h30-12h45 :

Donatella Gatti, « *Institutions Chômage et inactivité dans les pays de l'OCDE* »

Ayfer Karayel, « *L'indemnité turque de licenciement à l'ancienneté et sa réforme* »

Rapporteur et animation de la discussion : Jacques Freyssinet

14h15-15h30: Perspectives de collaboration entre les trois institutions

Le séminaire Galatasaray-CEPN de l'an prochain devrait porter sur les inégalités en Europe et à son pourtour.

3-Documents de travail du CEPN, 1^{er} trimestre 2008:

- D. Besancenot & R. Vranceanu, *Multiple equilibrium in a firing game with impartial justice* [WP n°01-2008](#)
- Angel Asensio *Inflation targeting drawbacks in the absence of a 'natural' anchor, A Keynesian appraisal of the FED and ECB policies over the period 1999-2006* [WP n°02-2008](#)
- Olivier Weinstein, *Institutions, Property Rights and Markets - The case of Knowledge Markets* [WP n°03-2008](#)
- D. Flacher, S. Gastaldo, J.H. Lorenzi, A. Villemeur, *Une révolution industrielle est-elle le produit de l'offre ou de la demande ?* [WP n°04-2008](#)
- D. Besancenot, J.R. Faria, R. Vranceanu, *Why business schools do so much research: a signaling explanation.* [WP n°05-2008](#)
- Donatella Gatti, *Macroeconomic effects of ownership structure in OECD countries* [WP n°06-2008](#)

4 - Chroniques d'actualité:

Cette rubrique présente et renvoie sur le site du CEPN à des contributions sous formes d'articles traitant de thèmes d'actualité que les membres du CEPN ont, notamment, sou-mis à des journaux ou revues pour publication.

- Cyriac GUILLAUMIN et Dominique PLIHON, « *Appréciation de l'euro ou baisse du dollar? Quelques éléments d'analyse* »

Cette contribution montre comment, en s'appuyant sur les enseignements de l'analyse économique, on peut apprécier l'impact de l'évolution du cours de l'Euro sur le commerce extérieur et la croissance, ainsi que les possibilités d'action des banques centrales, dans le contexte actuel.

Publié sur le site électronique [telos](http://www.telos-eu.com) <http://www.telos-eu.com>

- Cédric DURAND et Maxime PETROVSKY, « *Les ambiguïtés du succès économique de Vladimir Poutine* »

Un analyse du bilan de la politique économique de lère Poutine, qui vise à montrer quelle n'a « pas sorti le pays du verrouillage rentier et oligarchique hérité des années 1990 ».

Publié dans le **Monde Economie** du 29 février 2008.

L'ensemble des informations sur les activités et publications du CEPN sont consultable sur le site: http://www.univ-paris13.fr/CEPN/sem_cepn.html

Séminaires et conférences (co)organisés par le CEPN

- **Conférence internationale: Gouverner l'entreprise: propriété, institutions, société - Governing the Business Enterprise: ownership, institutions, and society.** CNAM, Paris, 22 et 23 Mai 2008. Organisée par le CERAG – Université de Grenoble, le CEPN – Université Paris Nord, et le GREG – CNAM, Paris. Présentation, programme et informations pratiques: <http://eaepe.cnam.fr/>
- Séminaire «ARC2», lundi 30 juin 2008 « **Finance et économie de la connaissance** ». Organisée par El Mouhoub Mouhoud, B. Paulré, et D. Plihon. Voir le site : www.arc2.org/
- **Workshop « La constitution des semences comme marchandises »**, organisé par le CEPN, avec le soutien de la MSH Partis-Nord. 11 et 12 septembre 2008, à la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord - 4 rue de la Croix Faron - 93210 Saint Denis la Plaine. Programme et informations pratiques à venir sur le site du CEPN.
- **Neuvième colloque Franco-japonais d'Economie**, en commémoration du cent-cinquantième anniversaire du traité d'amitié et de commerce entre la France et le Japon. Organisé par la Société Franco-Japonaise des Sciences Economiques. Sous le patronage de la Maison Franco-Japonaise de Tokyo, du Ministère des Affaires Etrangères (France), de l'Université Waseda, et de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. 27 et 28 septembre 2008. Université Waseda, Salle de conférence internationale.

Autres manifestations

- XXIV Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde : **Économie de la connaissance et développement**, Saint Louis du Senegal, 20-21-22 mai 2008. Site web : cournot2.unstrasbg.fr/users/beta/index.php.
- 5th EUROFRAME CONFERENCE ON ECONOMIC POLICY ISSUES IN THE EUROPEAN UNION **Ten years of a common currency: achievements and policy challenges in the euro area**. Friday, 6 June 2008, Dublin, Ireland. Information and call for paper at : www.euroframe.org/fileadmin/user_upload/euroframe/docs/2008/Call_EUROF_june08.pdf
- International conference: DIME - DRUID **Fundamental on Open and Proprietary Innovation Regimes: Opportunities and Limitations of the Open Source Model of Innovation and the Role of Intellectual Property Rights**. June 17, 2008 at Copenhagen Business School, Copenhagen, Denmark. Download Call for papers and participation: www.dime-eu.org/wp14/conferences/ipross
- Les **25èmes journées d'économie monétaire et bancaire**, organisées par le GDRE auront lieu à l'Université du Luxembourg (Luxembourg), les 19 et 20 Juin 2008. Voir le site : www.univ-orleans.fr/deg/GDRecomofi/Activ/appe2008.htm
- **Market Microstructure Seminar** in Frankfurt, Germany from 20. June 2008 to 21. June 2008. Deadline for paper submissions: n/a. Further information at: <http://deutsche-boerse.com/academy>

- EcoMod2008: *International Conference on Policy Modeling* in Berlin, Germany from 2. July 2008 to 4. July 2008. Further information at: www.ecomod.net/conferences/ecomod2008/ecomod2008.htm
- *Tenth Anniversary Conference of the Association of Heterodox Economics (AHE)* will be held at Anglia Ruskin University, Cambridge, United States From Friday 4th to Sunday 6th July 2008. We particularly encourage submissions on (1) the state of economic heterodoxy and pluralism, and the relation between them; (2) experiences and difficulties in teaching heterodox and pluralist economics; (3) environmental and ecological economics. Further information at: www.open.ac.uk/socialsciences/hetecon/2008/2008callforpapers.pdf, or visit the Heterodox Economic Portal at: www.hetecon.com/
- *5th International Conference Developments in Economic Theory and Policy*. July 10-11 2008, Bilbao, Spain, Faculty of Economics and Business of the University of the Basque Country. Deadline to submit papers and proposals of sessions: next May 31, 2008. Further information at: www.conferencedevelopments.com
- *XI Summer School on Economics and Philosophy (2008): Social Norms* A summer school organized by the University of the Basque Country and the Urrutia Elejalde Foundation. San Sebastián, July 14-17 (2008). Further information at: www.urrutiaelejalde.org/SummerSchool/2008.html
- *SASE 2008 meeting: Economic Flexibility and Social Stability in the Age of Globalization*. University of Costa Rica, San Jose, Costa Rica July 21-23, 2008. Download Call for papers and participation: www.sase.org/dmdocuments/callforpapers08.pdf.
- *The 10th International Post Keynesian Conference*. Theme: Post Keynesian Economic Policy June 29 - July 1, 2008 Kansas City- Missouri USA. More information at www.cfeps.org and www.generaltheory.org websites.
- *Asymmetric Information and Learning in Financial Markets* in Kloster Bronnbach near Wertheim, Germany from 27. July 2008 to 02. August 2008. Deadline for paper submissions: 15. June 2008. Further information at: <http://cdse.uni-mannheim.de/2008summer/>
- *La Nouvelle Question Spatiale* in Paris (Marne-la-Vallée), France from 15. September 2008 to 16. September 2008 Deadline for paper submissions: 15. June 2008 Further information at: http://www.cee-recherche.fr/colloqueTEPP/question_spatiale/appel_communications
- *Colloque: Les mots du développement :genèse, usages et trajectoires*. 13 - 14 novembre 2008, Paris. Équipes organisatrices : Association Recherche et Régulation, Centre d'Économie de la Sorbonne - Université Paris1, Centre de Recherche Politique de la Sorbonne (CRPS), Centre de Recherche sur l'Industrie, les Institutions et les Systèmes Économiques d'Amiens (CRIISEA -Université de Picardie Jules Verne), Groupe-ment d'Interet Scientifique pour l'étude de la mondialisation et du developpement (GEMDEV), Institut de Recherche Interdisciplinaire en sociologie, économie et sciences politiques (IRISES - Université Paris Dauphine). Les propositions de communication sont à envoyer, pour le 1er mars 2008 au plus tard, au secrétariat du colloque : colloquelesmots@gmail.com.
- International Conference: *Organization and Performance: Understanding the Diversity of Firms*. Maison franco japonaise , Tokyo, Japan, 14 & 15 November 2008. Deadline for paper submissions: 30. June 2008. Further information at: http://www.mfj.gr.jp/diversity_confjapan2008/
- *3rd Annual Conference of the EPIP Association* (European Policy for Intellectual Property) in Lausanne, Switzerland from 3. October 2008 to 4. October 2008. Further information at: www.epip.eu/conferences/epip03/
- Rent XXII - *Research In Entrepreneurship and Small Business* in Covilhã, Portugal from 20. November 2008 to 21. November 2008. Deadline for paper submissions: 01. June 2008. Further information at: http://www.eiasm.org/frontoffice/event_announcement.asp?event_id=587

- **China and India - Growth Dynamics and Institutions** in Kolkata (Calcutta), India from 17. December 2008 to 18. December 2008. Deadline for paper submissions: 31. August 2008. Further information at: http://www.cssscal.org/CHINDIA_Conf.pdf
- 14th Coalition Theory Network Workshop: **Matching, Coalitions, Networks, Behavior**, in Maastricht, Netherlands from 23. January 2009 to 24. January 2009 Deadline for paper submissions: 15. November 2008. Further information at: http://www.feem-web.it/ctn/events/09_Maastricht/ctn14i.htm
- **2nd Conference on the Political Economy of International Organizations** in Geneva, Switzerland from 29. January 2009 to 31. January 2009 Deadline for paper submissions: 30. September 2008. Further information at: <http://www.cis.ethz.ch/events/PEIO>
- **Entrepreneurship and Growth of Family Firms** in Cracow, Poland, from 04. June 2009 to 05. June 2009. Deadline for paper submissions: 15. November 2008. Further information at: <http://www.conference.uek.krakow.pl>